

PUBLIÉ LE 04/05/2020 - MIS À JOUR LE 13/10/2020

Usage des médicaments en ville durant l’épidémie de COVID-19 : point de situation après cinq semaines de confinement

SURVEILLANCE - PHARMACO-ÉPIDÉMIOLOGIE

Mise à jour du point d’information publié le 21 avril 2020 (Premier point de situation après les deux premières semaines de confinement)

PUBLIÉ LE 21/04/2020 - MIS À JOUR LE 13/10/2020



Usage des médicaments en ville durant l’épidémie de COVID-19 : point de situation sur les deux premières semaines du confinement

SURVEILLANCE - PHARMACO-ÉPIDÉMIOLOGIE

Le groupement d’intérêt scientifique (GIS) EPI-PHARE constitué par l’ANSM et la CNAM publie les résultats après 5 semaines de confinement d’une étude de pharmaco-épidémiologie portant sur la dispensation de médicaments remboursés sur ordonnance en pharmacie d’officine depuis le début de l’épidémie en France.

Réalisée à partir des données nationales de remboursement de l’Assurance Maladie, cette étude a pour objectif de caractériser les comportements de consommation des Français vis-à-vis des médicaments prescrits, qu’ils soient en lien ou non avec la COVID-19, dans le contexte particulier de la COVID-19 et du confinement. Elle compare, pour 58 classes thérapeutiques, le nombre de personnes ayant eu une délivrance remboursée en pharmacie chaque semaine depuis mars 2020 au nombre “attendu” estimé sur la base de la même période en 2018 et 2019.

Les résultats après cinq semaines de confinement en France publiés ce jour mettent en évidence un retour vers une consommation normalisée des traitements de pathologies chroniques depuis la mi-avril, après un phénomène initial de « stockage » au cours des deux premières semaines du confinement.

De plus, ils confirment la très forte diminution de la délivrance de produits qui nécessitent une administration par un professionnel de santé, notamment les vaccins (entre -35 et -71% semaine 16 ; entre -15 et -78% sur les semaines 12 à 16) - entrainant possiblement une prise de retard dans le calendrier vaccinal - mais aussi les produits destinés aux actes diagnostiques médicaux tels que coloscopies (-82% semaine S16), scanners (-66 % semaine S16) et IRM (-67 % semaine S16). Les examens non pratiqués, indispensables pour diagnostiquer certains cancers ou maladies graves, pourraient entrainer des retards de prise en charge.

On constate également une forte baisse de consommation durant le confinement pour d’autres traitements médicamenteux :

- la corticothérapie orale (jusqu'à -70%) et les antiinflammatoires non stéroïdiens ou AINS (jusqu'à -75%) – diminution probablement en lien avec la mise en garde concernant l'utilisation des antiinflammatoires émise précocement par les autorités sanitaires françaises pour un risque potentiel d'aggravation de la COVID-19 ;
- l'antibiothérapie systémique (jusqu'à -40% semaine 15, -37% semaine 16) – dont la baisse est particulièrement marquée chez les enfants, pouvant s'expliquer par un possible effet de l'arrêt de la circulation de tous les virus (hors SARS-Cov-2) et autres agents infectieux avec la fermeture des crèches et des établissements scolaires – ;
- et les antiulcéreux de type inhibiteurs de la pompe à proton (jusqu'à -23% semaine 15).

Une moindre prise en charge pour la contraception d'urgence et la procréation médicalement assistée perdure depuis le début de l'épidémie de COVID-19.

Pour le traitement de la COVID-19, les achats sur prescription médicale de chloroquine et hydroxychloroquine ont été limités dans le temps en lien avec la médiatisation de ce traitement potentiel (pics respectivement le 27 février et le 8 mars) ; l'association hydroxychloroquine et azithromycine, qui n'était qu'exceptionnellement utilisée avant l'épidémie de COVID-19, a bondi de 7 000 % en semaine 13 pour atteindre environ 10 000 patients. La dispensation d'ibuprofène a été quasiment arrêtée à la suite des messages des autorités sanitaires, tandis la délivrance sur ordonnance de paracétamol a atteint jusqu'à 1 million de patients par jour (pic le 16 mars).

La surveillance réalisée par Epi-phare sur plus de 450 millions d'ordonnances avec des données de remboursement remontant chaque semaine est essentielle et sera poursuivie jusqu'à la fin de l'épidémie. Les données seront régulièrement mises à jour et publiées sur les sites de l'ANSM et de la CNAM.

Téléchargez le point de situation à la fin avril 2020 concernant l'usage des médicaments de ville en France durant l'épidémie de COVID-19



COVID-19 - Médicaments et dispositifs médicaux - OLD

En lien avec cette information



PUBLIÉ LE 26/05/2020 - MIS À JOUR LE 13/10/2020

COVID-19 : l'ANSM souhaite suspendre par précaution les essais cliniques évaluant l'hydroxychloroquine dans la prise en charge des patients



PUBLIÉ LE 15/07/2020 - MIS À JOUR LE 12/10/2020

COVID-19 : octroi d'une ATU de cohorte pour le médicament remdesivir, afin que les patients puissent continuer à en bénéficier en France

INNOVATION
ESSAIS CLINIQUES

INNOVATION
ACCÈS DÉROGATOIRE



PUBLIÉ LE 04/05/2020 - MIS À JOUR LE 13/10/2020

L’ANSM met en garde contre les produits présentés sur Internet comme des solutions à la COVID-19, dont l’Artemisia annua



PUBLIÉ LE 12/06/2020 - MIS À JOUR LE 16/03/2021

Usage des médicaments de ville en France durant l’épidémie de Covid-19 : point de situation à la fin du confinement

SURVEILLANCE
PHARMACO-ÉPIDÉMIOLOGIE



PUBLIÉ LE 21/04/2020 - MIS À JOUR LE 13/10/2020

Usage des médicaments en ville durant l’épidémie de COVID-19 : point de situation sur les deux premières semaines du confinement

SURVEILLANCE
PHARMACO-ÉPIDÉMIOLOGIE